



Assemblée générale

Distr. générale
30 septembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quinzième session

Point 25 b) de l'ordre du jour

Activités opérationnelles de développement : coopération Sud-Sud pour le développement

État de la coopération Sud-Sud*

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [74/239](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quinzième session un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud. Il porte essentiellement sur les mesures concrètes prises par le système des Nations Unies pour le développement depuis la publication du précédent rapport ([A/74/336](#)) pour intensifier l'appui qu'il apporte aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire des États Membres aux niveaux mondial, régional et national, notamment la suite donnée aux recommandations figurant dans le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et les contributions aux efforts mondiaux de lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Des recommandations sur la voie à suivre y sont également formulées, puisque la coopération Sud-Sud constitue un moyen essentiel d'accélérer les progrès en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans le contexte de la décennie d'action en faveur du développement durable. Le rapport doit être lu parallèlement à d'autres rapports portant sur le sujet et établis en prévision de la vingtième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

* Le rapport a été achevé plus tard que prévu en raison des vastes consultations qu'il a fallu tenir et du fait de raisons techniques.



I. Introduction

1. Les États Membres n'ont cessé d'attester de l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, dimension croissante de la coopération au service du développement en vue de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau international.
2. En adoptant le Document final de Buenos Aires issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, la communauté internationale a décidé d'œuvrer de concert, grâce aux initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, afin de tirer parti de la richesse des ressources, matérielles et immatérielles, disponibles dans les pays du Sud à l'appui des efforts de développement nationaux, régionaux et mondiaux. Dans l'année qui a suivi la tenue de cette conférence historique, le système des Nations Unies pour le développement de même que des partenaires étatiques et non étatiques ont fait encore plus appel à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire afin d'amplifier les efforts déployés par les pays pour atteindre les objectifs de développement durable.
3. À partir des données d'enquête recueillies par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, on a constaté une augmentation importante du nombre d'activités, comme indiqué dans la section II du présent rapport. Plus de 140 concertations et plus de 175 programmes et activités de renforcement des capacités ont été organisés par 27 entités des Nations Unies pour soutenir le développement constant de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Il ressort des conclusions présentées dans la section V que, dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), un certain nombre de mesures ont permis de montrer la voie à suivre pour tirer davantage parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire afin d'aider les pays à mieux se relever et à accélérer la réalisation des objectifs de développement durable, notamment le renforcement des partenariats, la profusion et la diffusion ininterrompue de solutions technologiques et la mobilisation innovante de ressources.

II. Suite donnée par les entités des Nations Unies aux recommandations formulées dans le Document final issu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

4. Dans l'année qui a suivi l'adoption du Document final de Buenos Aires, les entités du système des Nations Unies pour le développement ont pris des mesures pour élargir leur collaboration avec les États Membres et renforcer le rôle et l'impact de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire en vue de la réalisation des objectifs de développement durable et d'autres objectifs arrêtés au niveau international.

A. Prise en considération systématique de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les cadres stratégiques, la planification et les instruments de suivi du système des Nations Unies pour le développement

5. Sur les 27 entités des Nations Unies ayant répondu à l'enquête, 6 ont indiqué qu'elles avaient mis en place une stratégie de coopération Sud-Sud. D'autres ont donné des exemples des divers moyens utilisés pour faire de la coopération Sud-Sud

et de la coopération triangulaire un domaine de collaboration qui soit intégré aux plans de travail institutionnels et aux cadres de suivi.

6. Les commissions régionales ont continué d'apporter leur coopération technique, dans le cadre du programme ordinaire de coopération technique, au moyen de services consultatifs en matière de politiques publiques, d'activités de renforcement des capacités et de projets opérationnels réalisés comme suite aux demandes émanant directement des États Membres. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) a tiré parti de ces ressources pour encourager les échanges entre experts et l'échange de données d'expérience entre ses États membres en vue de renforcer les capacités nationales, notamment en ce qui concerne les politiques et programmes d'intégration des personnes handicapées et l'utilisation des technologies modernes de l'information et des communications et des technologies géospatiales [voir A/74/6 (Sect.22)].

7. La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)¹ et la Commission économique pour l'Afrique (CEA)² ont incorporé des clauses sur la coopération Sud-Sud dans leurs programmes de travail et leurs budgets.

8. En mai 2019, les États membres de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) ont adopté la résolution 75/3 (voir E/2019/39, chap. I.A), en vertu de laquelle les mandats régionaux sur la coopération Sud-Sud ont été renforcés et le Document final de Buenos Aires a été transposé à la région Asie-Pacifique ; cette résolution a servi à orienter les travaux de la CESAP en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour la période 2019-2020. En outre, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été intégrées aux directives de gestion de projet de la CESAP à l'intention du personnel et constituent un critère prioritaire pour l'allocation de fonds aux activités de renforcement des capacités en 2020.

9. Les six solutions distinctives intégrées et interdépendantes³ du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) font de la coopération Sud-Sud une modalité importante. Le PNUD a également mis au point un nouveau marqueur de la coopération Sud-Sud afin d'être mieux à même de suivre, d'analyser et de soutenir les capacités et les initiatives de coopération Sud-Sud. Lors de la deuxième Conférence de haut niveau, le PNUD a renouvelé l'engagement qu'il avait pris de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire⁴. À la fin de 2019, le PNUD avait créé 60 dispositifs d'appui aux pays et 78 laboratoires d'accélération nationaux, contre 50 dispositifs d'appui et 60 laboratoires d'accélération indiqués dans le précédent rapport sur l'état de la coopération Sud-Sud (A/74/336), qui contribuent à recenser et à élaborer des solutions de coopération Sud-Sud, à les reproduire et à les transposer à plus grande échelle.

10. Conformément à la décision 4/1 de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, dans le prolongement de la Conférence, le groupe chargé de la coordination des politiques a élaboré, en 2020, la stratégie du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Cette stratégie fournit un cadre permettant au PNUE de renforcer le soutien qu'il apportera aux États Membres au cours de la prochaine décennie (2020-2030), afin qu'ils puissent bénéficier d'une coopération Sud-Sud et

¹ Voir LC/SES.37/8/Corr.1.

² Voir E/ECA/COE/38/12.

³ Les solutions distinctives concernent la pauvreté, la gouvernance, la résilience, l'environnement, l'énergie et l'égalité des genres ; voir <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/six-signature-solutions.html>.

⁴ Voir www.undp.org/content/undp/en/home/news-centre/speeches/2019/second-high-level-un-conference-on-south-south-cooperation.html.

d'une coopération triangulaire coordonnées et cohérentes en vue d'atteindre les objectifs des accords environnementaux multilatéraux et du Programme 2030.

11. Des interventions ciblées ont contribué à accélérer le soutien direct et indirect apporté par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans le cadre général de son nouveau plan stratégique (2020-2023). Les contributions d'ONU-Habitat, énoncées dans son rapport sur les activités menées dans les pays en 2019 (« Supporting the New Urban Agenda ») montrent clairement l'engagement du Programme en faveur de l'instauration d'un développement urbain durable dans le monde du Sud.

12. En préparation de la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra en mars 2021, le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a lancé un volet sur la coopération Sud-Sud, l'objectif étant d'intensifier la coopération Sud-Sud dans le cadre de la mise en œuvre du prochain programme d'action en faveur des pays les moins avancés pendant les dix années restantes du Programme 2030⁵.

13. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a consacré à la coopération Sud-Sud un chapitre de la section sur la conception des programmes du Manuel des politiques et procédures de programmation, dont la version actualisée a été publiée en février 2020. Le chapitre en question est étayé par une note d'orientation complète sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et un ensemble d'outils et de services d'appui ; l'impact des activités menées à ce titre fait l'objet d'un suivi et il en est rendu compte au moyen des mécanismes d'établissement du rapport annuel de l'UNICEF.

14. En 2019, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a publié la « Stratégie institutionnelle de l'OIM en matière de migration et de développement durable ». Dans le cadre de cette stratégie, l'OIM continuera de former et de soutenir les gouvernements nationaux et locaux en vue de la réalisation des objectifs liés à la migration et de mener des initiatives pour aider les pays en développement à les atteindre, notamment au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire.

15. À la suite de la Conférence, le Fonds international de développement agricole (FIDA) a commencé à élaborer une nouvelle stratégie, laquelle sera publiée d'ici à la fin de 2020. Afin d'aider les pays à atteindre l'objectif de développement durable n° 2, le FIDA et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont tous deux accordé une attention de plus en plus importante à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans des domaines prioritaires bien définis : le FIDA, au moyen de son cadre stratégique 2016-2025 et aux onzième et douzième sessions de sa Consultation sur la reconstitution des ressources⁶ ; la FAO, au moyen de son plan à moyen terme (2018-21) et de son programme de travail et budget pour 2018-2019 et 2020-2021.

16. Le Programme alimentaire mondial (PAM) est en train d'évaluer, en 2020, la mise en œuvre de sa politique de 2015 sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, et les principales conclusions qui en ressortiront contribueront à l'élaboration de sa nouvelle orientation stratégique au-delà de 2020 en tant que partenaire du renforcement de la résilience. En outre, 85 % des bureaux de pays du PAM participaient à des activités de coopération Sud-Sud ou de coopération

⁵ Voir <http://unohrrls.org/unlde-v/>.

⁶ Voir <https://www.ifad.org/fr/replenishment>.

triangulaire en 2019, à la demande des gouvernements hôtes, ce qui représente une augmentation considérable par rapport aux 48 % enregistrés en 2014.

17. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a adopté en mai 2019 sa politique sur la coopération industrielle Sud-Sud et la coopération industrielle triangulaire, visant à aligner les services de l'ONUDI sur les initiatives et mesures mondiales prises dans le domaine de la coopération Sud-Sud et à renforcer ses capacités à mobiliser des ressources supplémentaires et complémentaires pour aider les États Membres à parvenir à un développement industriel inclusif et durable.

18. L'Organisation internationale du Travail (OIT) a intégré davantage la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à son cadre stratégique en mettant l'accent sur les résultats : stratégie de coopération au service du développement pour 2020-2025 de l'OIT⁷, programme et budget de l'OIT pour 2020-2021 et plan stratégique de l'OIT pour 2022-2025⁸. Elle a également intégré des activités visant à soutenir la coopération Sud-Sud au moyen de 23 projets⁹ au cours de l'exercice biennal 2019-2020.

19. Dans le droit fil de l'engagement pris par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour aider les États membres à atteindre leurs objectifs de développement en matière de santé, le treizième programme général de travail (2019-2023) vise à donner aux pays la possibilité d'apprendre les uns des autres, de repérer les lacunes critiques qui existent en matière de données et de définir les mécanismes communs susceptibles de renforcer les données et les systèmes d'information sanitaire dans l'ensemble des pays membres de l'OMS¹⁰. Avec le soutien politique solide de ses États membres, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) a mis la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au cœur de son plan stratégique pour la période 2020-2025, sur le thème « L'équité au cœur de la santé »¹¹.

20. Comme suite au repositionnement en cours du système des Nations Unies pour le développement, les bureaux des coordonnateurs résidents bénéficient désormais de prérogatives et de capacités de partenariat élargies, afin que les équipes de pays des Nations Unies puissent tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour soutenir la réalisation du Programme 2030. L'un des principaux objectifs des réformes engagées – intégrer davantage les capacités stratégiques et opérationnelles dispersées dans le système des Nations Unies – pourrait transformer

⁷ Le tout devait être finalisé lors de la session de mars 2020 du Conseil d'administration, qui n'a pas eu lieu en raison de la maladie à coronavirus (COVID-19) : voir www.ilo.org/gb/GBSessions/GB338/lang--fr/index.htm.

⁸ Il s'agit notamment de soutenir les initiatives régionales de l'Organisation internationale du Travail et de l'ONU qui facilitent l'apprentissage par les pairs et l'échange de connaissances, d'informations et de pratiques pour atteindre les objectifs de développement durable ; d'assurer une approche multipartite de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire qui favorise le programme pour un travail décent ; d'élargir son champ d'action dans certains domaines, notamment le développement économique local, la coopération entre villes et le soutien à l'économie sociale et solidaire, y compris avec le secteur privé, afin d'appuyer les partenariats découlant des efforts déployés dans les pays du Sud et les initiatives dans le monde du travail, entre autres.

⁹ Bien que l'approche tripartite de l'OIT soit axée sur les gouvernements, les organisations d'employeurs et les syndicats, un grand nombre d'activités s'adressent également à une diversité de parties prenantes, notamment les organisations de la société civile, les universités, les organisations internationales et le secteur privé.

¹⁰ Voir www.who.int/choice/demography/by_country/en/.

¹¹ Voir <https://iris.paho.org/handle/10665.2/51599>.

la capacité du système à soutenir les modalités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire.

21. Les discussions et les idées sur les grandes mesures à prendre qui ont émergé de la Conférence ont également contribué aux travaux analytiques du Forum pour la coopération en matière de développement. Le Département des affaires économiques et sociales, qui est le secrétariat du Forum, a établi le rapport du Secrétaire général sur les tendances et progrès en matière de coopération internationale pour le développement (E/2020/10), lequel porte sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et pourra servir de point de départ pour les débats qui auront lieu lors de la prochaine réunion de haut niveau du Forum, en 2021.

B Mesures stratégiques prises par le système des Nations Unies pour le développement en vue d'appuyer efficacement les efforts que font les États Membres pour parvenir au développement durable grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

22. Le Document final de Buenos Aires permet aux États Membres et au système des Nations Unies pour le développement de tirer le meilleur parti de la valeur ajoutée que représentent la coopération technique et la coopération au service du développement entre les pays du Sud pour réaliser le Programme 2030. Comme indiqué ci-dessous, en passant en revue les initiatives stratégiques entreprises, on relève les facteurs favorables suivants : a) participation des pays en développement aux forums intergouvernementaux mondiaux et régionaux et aux consultations régionales ; b) meilleure coordination au niveau des politiques ; c) partenariats visant à promouvoir l'unité et la coopération régionales et interrégionales ; d) soutien de tous les acteurs aux initiatives en matière de collecte d'information et de données ; e) facilitation de la reproduction des solutions et/ou des bonnes pratiques les plus viables ou de leur transposition à plus grande échelle ; f) mécanismes de financement innovants.

Renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire aux niveaux national, sous-régional, régional et interrégional

23. En 2019, dans le prolongement du Document final de Buenos Aires, on a constaté une augmentation du nombre de concertations et d'initiatives en matière de politiques publiques. Sur la base des réponses obtenues à l'enquête, plus de 145 concertations et 175 programmes et activités de renforcement des capacités en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ont été organisés par 27 entités des Nations Unies, en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

24. Du fait de sa participation à plusieurs mécanismes de consultation interétatiques sur la migration, l'OIM a contribué à accroître le dialogue entre les parties prenantes aux niveaux bilatéral, régional et mondial dans le domaine de la politique migratoire. Lancé en 2019, la série de consultations sur les migrations dans les Caraïbes (Caribbean Migration Consultations) a permis à 20 gouvernements des Caraïbes et à 10 organisations internationales de mieux comprendre les activités et les projets liés à la diaspora qui peuvent renforcer le lien entre la diaspora et le développement, et comment ces efforts peuvent s'articuler avec les plans de développement nationaux. Cela a abouti à la création d'un réseau sur la mobilisation de la diaspora en faveur du développement visant à améliorer encore les échanges et l'intégration avec la diaspora caribéenne.

25. Dans le cadre de son Programme de perfectionnement des cadres, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle¹² a continué de donner la priorité à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire ; la question du droit d'auteur et de l'importance d'avoir un système efficace pour favoriser la créativité et le développement au niveau national a été traitée lors des programmes et des ateliers de formation qui ont été organisés et des conseils donnés sur l'établissement ou le renforcement d'un système national de droit d'auteur afin de protéger les œuvres et d'exploiter celles protégées par le droit d'auteur. Après la Conférence, le programme a pris de l'ampleur : plus de 20 cours ont été organisés sur les cinq continents, dont 71 % dans les pays en développement.

26. En ce qui concerne les interventions sectorielles, ONU-Habitat a continué d'agir comme catalyseur pour influencer les réformes des politiques urbaines dans les pays en développement grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Il a utilisé son pouvoir rassembleur pour favoriser le dialogue entre partenaires et professionnels dans le cadre de la dixième session du Forum urbain mondial – et en collaboration avec des organes ministériels régionaux – pour promouvoir l'intégration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la mise en œuvre du Nouveau Programme pour les villes.

27. La CESAP a continué d'encourager la coopération Sud-Sud grâce à son partenariat avec la CEPALC et le Forum pour la coopération entre l'Asie de l'Est et l'Amérique latine et en créant un fonds multi-donateurs du Forum pour soutenir cinq domaines clés¹³. En novembre 2019, le groupe de travail de la CEPALC sur la coopération Sud-Sud a défini cinq domaines d'activité¹⁴ importants s'agissant de la contribution de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à la réalisation du Programme 2030 et veillé à ce que les résultats soient communiqués dans les pays de la région.

Initiatives novatrices de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour aider les pays à atteindre les objectifs de développement durable

28. L'innovation dans les domaines ci-après a donné lieu à une prolifération de résultats porteurs de transformation quant aux politiques publiques : examens et cadres nationaux ; investissement et transformation agricole ; projets opérationnels : plateformes de la connaissance ; santé maternelle ; personnes âgées ; inclusion sociale.

29. En 2019, entre 10 et 22 % des initiatives, menées au titre de chaque solution distinctive du PNUD, ont tiré parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour aider les pays à atteindre leurs objectifs de développement. En 2019,

¹² Voir le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (CDIP/25/2).

¹³ La promotion des échanges commerciaux et des investissements ; la science, la technologie et l'innovation ; les infrastructures et les transports ; les politiques publiques et les alliances public-privé pour une croissance durable ; les politiques publiques visant à réduire les inégalités et à accroître la cohésion sociale.

¹⁴ Positionner stratégiquement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire comme moyen de réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et d'en assurer le suivi ; créer des espaces de coordination et de mise en commun des données d'expérience en matière d'atténuation des risques entre l'Amérique centrale, les Caraïbes et Cuba, par exemple en ce qui concerne la sécheresse, la sismologie et la technologie et la réglementation dans le secteur du bâtiment ; développer des cours pour assurer le suivi de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au niveau régional ; échanger des données d'expérience en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire avec des partenariats multi-acteurs (secteurs universitaire et privé, entre autres) ; assurer une formation à l'élaboration méthodologique des projets.

113 des 130 bureaux extérieurs du PNUD ont collaboré avec les pouvoirs publics nationaux et d'autres partenaires dans le contexte d'activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et, ce faisant, ont appuyé des partenariats avec plus de 192 autres pays dans le cadre de 1 143 initiatives : 55 % de ces initiatives ont porté sur le renforcement des capacités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire aux niveaux national et régional, 32 % ont contribué à la transmission de savoirs et 13 % ont permis de faciliter des partenariats¹⁵.

30. Le programme de jumelage de la CESAP aux fins de la réalisation du Programme 2030 et des examens nationaux volontaires a favorisé une collaboration plus étroite entre les pays en développement et leurs institutions au moyen de la coopération Sud-Sud. En 2019, la CESAP a piloté le programme dans les pays d'Asie du Nord et d'Asie centrale et a facilité deux séries d'exercices de jumelage.

31. En 2019, le Fonds des Nations Unies pour la population a conçu deux initiatives innovantes de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire visant l'objectif de développement durable n° 3 : l'une axée sur la réduction de la mortalité maternelle dans les pays d'Afrique et l'autre sur l'aide aux pays d'Europe orientale et du Caucase en vue de la mise en place de leurs propres réseaux de centres « Vieillir en bonne santé » visant à promouvoir la santé physique et mentale des personnes âgées, y compris la prévention des maladies mentales.

32. En 2019, le Programme alimentaire mondial a mis en œuvre trois initiatives innovantes visant à répondre aux demandes des pays, qui souhaitent tirer parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour atteindre l'objectif de développement durable n° 2 : a) des évaluations Sud-Sud¹⁶ qui aident les bureaux de pays à recenser les demandes des gouvernements et à faire un état des lieux des possibilités d'investissement concrètes en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire ; b) le déploiement de la première vague de projets pilotes de coopération Sud-Sud du PAM sur le terrain ; c) la mise en service de la plate-forme de connaissances « South-South Match.Com », qui aide les bureaux de pays du PAM à faire correspondre les demandes et les offres émanant des pays.

33. Dans la foulée de la Conférence, la FAO a lancé en septembre 2019 l'« Initiative Main dans la main », qui réunit des acteurs du développement, dont des pays du Nord et du Sud, des acteurs du secteur privé, des banques de développement et des institutions financières, afin de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable n°s 1 et 2.

34. Le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix a continué d'étudier les possibilités de faciliter de manière systématique la coopération Sud-Sud aux fins de la mise en œuvre de plans de consolidation de la paix alignés sur

¹⁵ Un critère systématique du processus d'établissement du rapport annuel du PNUD axé sur les résultats au niveau des pays, reposant sur les descriptifs de programme de pays et le suivi du cadre intégré de résultats et d'allocation des ressources, permet d'obtenir ces résultats au moyen des données collectées tout au long de l'année par les groupes concernés, aux fins de l'évaluation des performances et du recensement des enseignements tirés.

¹⁶ Le système global de préférences commerciales entre pays en développement est une méthode innovante mise au point en interne par le Programme alimentaire mondial. En novembre 2019, par exemple, le bureau de pays du PAM en Inde a procédé à un examen visant à renforcer la participation du Gouvernement indien à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire. Compte tenu des réalisations importantes faites par l'Inde en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au cours des dernières années, le PAM a recensé les possibilités qui s'offraient au Gouvernement indien de partager ses données d'expérience grâce à une collaboration intrarégionale dans des domaines tels que l'alerte rapide et la réduction des risques de catastrophes, la protection sociale et les repas scolaires, et la chaîne logistique dans le cadre des interventions d'urgence.

les stratégies nationales de développement. Profitant d'une manifestation parallèle organisée en marge de la Conférence, le Département a fait œuvre de sensibilisation et conduit un état des lieux à l'échelle du Département, l'objectif étant de contribuer à accélérer le recours à la coopération Sud-Sud dans l'ensemble du Département et du pilier Paix et sécurité de l'ONU.

35. En 2019, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) a participé à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire en facilitant le déploiement de 2 876 Volontaires des Nations Unies venant du monde du Sud (67 % de l'ensemble des Volontaires des Nations Unies internationaux) pour exécuter le mandat de l'ONU partout dans le monde. Ils ont apporté leurs connaissances et leurs compétences techniques pour faire avancer les plans de développement, faire face aux situations d'urgence et gérer les crises humanitaires, entre autres, tout en favorisant l'appropriation des mesures par les pays.

Partage des connaissances pour galvaniser les efforts de mise en œuvre des recommandations issues de la Conférence

36. Avec le soutien des entités des Nations Unies, les États Membres ont mobilisé des ressources, notamment des réseaux de savoirs, des laboratoires d'idées, des savoir-faire techniques et des compétences de recherche, afin de galvaniser les efforts de mise en œuvre des recommandations issues de la Conférence et des objectifs de développement arrêtés au niveau international.

37. Par exemple, afin de promouvoir le renforcement de la coopération commerciale Sud-Sud, notamment dans le cadre du système global de préférences commerciales entre pays en développement (voir résolution 73/291, annexe, par. 20), les États membres de la CNUCED ont entrepris d'évaluer les questions actuelles de commerce et de développement, le but étant d'examiner, lors de la Conférence quadriennale des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit se tenir du 25 au 30 avril 2021¹⁷, les options qui existent en matière de politiques publiques et de formuler des réponses globales pour donner un nouvel élan à la revitalisation du système global et souligner l'importance qu'il revêt, puisqu'il s'agit d'une plate-forme unique en son genre pour la coopération commerciale Sud-Sud.

38. Le Bureau de lutte contre le terrorisme a conclu, en novembre 2019, la toute première réunion d'experts sur la promotion de la coopération Sud-Sud dans la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent¹⁸, qui s'inscrit dans le cadre du projet mondial¹⁹ qu'il a lancé lors de la Conférence et contribué à l'élaboration d'un document d'orientation pour l'avenir. Ce document d'orientation fait fond sur l'expérience qu'a le monde du Sud de la lutte contre le terrorisme et la prévention de l'extrémisme violent et permet de faire connaître les politiques et initiatives réussies ayant été mises en place par le monde du Sud.

39. La FAO prévoit de lancer son nouveau portail sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en septembre 2020. Il servira à promouvoir la création de connaissances, l'apprentissage, la mise en réseau et l'échange d'informations afin de soutenir les bonnes pratiques et les innovations dans l'industrie agroalimentaire et de faciliter la mise en relation entre ceux qui cherchent des solutions et ceux qui ont des solutions à proposer.

¹⁷ Voir <https://unctad.org/en/pages/MeetingDetails.aspx?meetingid=2324>.

¹⁸ Voir https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/sites/www.un.org.counterterrorism.ctitf/files/20191122_Webstory_SouthSouthCoop_Final.pdf.

¹⁹ Le Bureau de lutte contre le terrorisme a lancé son projet mondial visant à renforcer l'échange Sud-Sud d'expertise en matière de lutte contre le terrorisme et de prévention de l'extrémisme violent entre experts d'Afrique, d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes.

40. Le rapport intitulé « Promoting health through South-South and triangular cooperation: selected WHO country case studies », qui a été publié en 2019, fournit des exemples de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, notamment pour ce qui est d'encourager l'appropriation des mesures par les pays du Sud, de favoriser des mécanismes de gouvernance et de prise de décision horizontales, d'améliorer le rapport coût-efficacité et de permettre aux pays en développement de jouer un rôle important en tant que facilitateurs de la coopération.

41. En 2019, l'Union internationale des télécommunications (UIT) a organisé la Conférence mondiale des radiocommunications, qui se tient tous les quatre ans, pour examiner et réviser le Règlement des radiocommunications, le traité international régissant l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques et des orbites des satellites géostationnaires et non géostationnaires, ce qui contribue à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

Création de partenariats et mobilisation des ressources

42. Il est essentiel d'apporter un soutien financier durable pour que les initiatives de coopération Sud-Sud soient fructueuses et aient un impact. Plus de 175 partenariats ont été établis pour faire progresser la coopération Sud-Sud (directement ou indirectement) et divers mécanismes de financement qui permettent de soutenir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été mis en place²⁰. Les États Membres participent de plus en plus à ces formes de mécanismes de financement.

43. La stratégie de mobilisation des ressources de la CESAP pour 2020-2022 intègre la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ; ce sont des partenariats et modalités de coopération au développement essentiels. Les cinq institutions régionales de la CESAP qui aident ses divisions organiques à atteindre leurs objectifs²¹ reçoivent un soutien financier de plus de 25 pays en développement et pays les moins avancés de la région Asie-Pacifique.

44. En avril 2015, en vue de faciliter une coopération renforcée entre les pays du Sud et l'ensemble des pays non membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un Fonds d'affectation spéciale pour le développement Fédération de Russie-PNUD a été créé ; il est doté d'un capital d'un montant total de 55 millions de dollars jusqu'en 2019. Le Fonds d'affectation spéciale soutient les activités de développement et de coopération technique qui sont menées dans les pays du Sud et portent sur des projets concernant la gestion durable des ressources en eau, le développement local, la réduction des risques de catastrophe et le relèvement, les changements climatiques, l'énergie durable et la jeunesse²².

45. En 2019, l'ONUDI a signé un accord visant à financer plusieurs projets au moyen d'un fonds spécialisé, le Fonds d'assistance à la coopération Sud-Sud. Grâce à un fonds d'affectation spéciale pour les partenariats, les pays du Sud peuvent soutenir la programmation et la coordination d'un certain nombre de projets entrant dans le cadre du Programme de partenariat pays et de la manifestation phare de l'ONUDI « BRIDGE for cities ».

46. Au cours de l'exercice biennal 2018-2019, les ressources du budget ordinaire de l'OIT allouées aux activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire

²⁰ Total calculé à partir des réponses reçues des entités des Nations Unies à l'enquête menée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

²¹ Voir www.unescap.org/about/regional-institutions.

²² Voir www.eurasia.undp.org/content/rbec/en/home/partnerships/russa-undp-partnership.html.

ont couvert 44 initiatives ayant un impact régional et mondial, qui ont été mises en œuvre dans les cinq régions de l'OIT²³.

47. L'UIT a mis en œuvre de nombreux projets de transfert de technologie dans le cadre d'une coopération triangulaire aux niveaux national, régional et mondial. Par exemple, la Commission européenne et l'UIT ont cofinancé un projet intitulé « Initiative de politique et de réglementation pour l'Afrique numérique », qui a été lancé en 2019. Grâce au transfert de technologie de la Commission européenne, l'objectif est de créer un cadre juridique et réglementaire plus harmonisé et plus favorable à l'utilisation des technologies numériques en Afrique afin de favoriser une croissance sociale et inclusive et d'assurer un développement plus équitable.

III. Accélération des efforts menés par le système des Nations Unies pour le développement en faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pendant la crise de maladie à coronavirus (COVID-19)

48. La COVID-19 a touché tous les aspects de la société et de l'économie. Alors que les pays continuent d'être aux prises avec ses effets négatifs, la crise peut également être vue comme un encouragement à l'innovation et à la création de partenariats pour les États Membres et les entités des Nations Unies qui cherchent à honorer par l'échange d'expériences et l'entraide la nature volontaire, participative et déterminée par la demande de la coopération Sud-Sud. La pandémie pourrait ainsi stimuler le développement des capacités et consolider les principes de la coopération Sud-Sud. Les mesures prises, notamment la mobilisation de ressources et l'aide apportée aux pays pour élaborer des politiques et des stratégies de sécurité sociale et économique, ont donné des résultats sur le terrain.

49. L'OPS/OMS encourage la mise en commun des pratiques optimales et des enseignements tirés de l'expérience en matière de lutte contre la COVID-19 en organisant des réunions ministérielles avec les autorités sanitaires des Amériques et en participant à des réunions de mécanismes d'intégration sous-régionale des Amériques, tels que la Communauté des Caraïbes (CARICOM), le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et le Conseil des ministres de la santé d'Amérique centrale. Par des échanges réguliers entre ses représentants, l'OPS/OMS a favorisé le renforcement des institutions et le développement des capacités et facilité l'échange de médicaments et d'autres fournitures médicales.

50. Les efforts de mobilisation des ressources que mène actuellement la FAO se concentrent sur quatre activités principales :

a) Mettre en place un système mondial de données – en étroite collaboration avec des partenaires clés tels que le PAM, le Groupe de la sécurité alimentaire et le programme de partenariat du Réseau mondial contre les crises alimentaires – afin d'appuyer l'analyse et d'éclairer les évaluations et la programmation dans des contextes déjà marqués par des crises humanitaires ;

b) Stabiliser les revenus et l'accès à la nourriture et préserver l'aide aux moyens de subsistance et à la production alimentaire apportée actuellement aux populations les plus touchées par l'insécurité alimentaire ;

²³ Voir <https://www.southsouthpoint.net/2019/10/31/south-south-and-triangular-cooperation-report-for-the-biennium-2018-19/>.

c) Assurer la continuité de la filière alimentaire essentielle pour les populations les plus vulnérables ;

d) Répondre aux préoccupations des pays membres de la FAO concernant les effets de la COVID-19 sur leurs chaînes de valeur agricoles au moyen de projets, comme son premier projet d'urgence de lutte contre le criquet pèlerin, un projet de coopération aux niveaux régional, Sud-Sud et triangulaire pour le développement de la chaîne de valeur de l'aquaculture en eau douce dans les pays d'Europe orientale et d'Asie centrale et un projet de plantation de riz hybride à Madagascar.

51. Faisant fond sur l'objectif 11 et le Nouveau Programme pour les villes, ONU-Habitat a lancé son plan de lutte contre la COVID-19, dans lequel il préconise de répondre aux besoins urgents des pauvres vivant en milieu urbain dans 64 pays d'Afrique, des États arabes, d'Asie et du Pacifique, et d'Amérique latine et des Caraïbes. Ce plan a été conçu pour aider les autorités nationales et locales à échanger des informations sur les nouvelles solutions appliquées au niveau local pour protéger les populations et prévenir la propagation de la pandémie.

52. L'UNICEF a recouru aux webinaires²⁴ pour tirer parti des possibilités qu'offrent la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en matière d'échange d'expériences, l'objectif étant d'aider à mieux comprendre les problèmes rencontrés et à trouver des solutions pour maintenir les services de santé essentiels et la protection sociale des enfants, des jeunes et de leurs proches ; de tirer les enseignements de l'expérience des pays dont les mesures interdisciplinaires ont porté leurs fruits ; d'encourager les pays à s'inspirer de l'expérience des autres en matière de lutte contre la COVID-19 et de relèvement.

53. Le PAM a lancé une offre de services de coopération Sud-Sud axés sur la COVID-19 à l'appui de la mise en service de son cadre de programmation à moyen terme lié à la COVID-19. L'un des projets entrepris dans le cadre de l'offre de services a été le lancement d'un fonds devant permettre aux bureaux de pays du PAM de concrétiser des possibilités de coopération Sud-Sud avec les gouvernements hôtes pour surmonter les défis posés par la COVID-19. Le PAM lance également une initiative de numérisation de la stratégie et du modèle d'activité du PAM en tant qu'intermédiaire de l'échange de connaissances Sud-Sud dans le cadre de la COVID-19, qui visera à moderniser son modèle de mise en commun des connaissances par des solutions numériques qui pourront être étudiées plus en détail en collaboration avec le Bureau pour la coopération Sud-Sud.

54. À la suite d'une réunion virtuelle du Groupe des Amis des pays les moins avancés convoquée sous les auspices de la Belgique et de la Turquie, les pays les moins avancés ont publié en avril 2020 une déclaration sur la COVID-19, dans laquelle ils ont évoqué les enjeux qui se font jour et la nécessité d'un plan de relance mondial²⁵. Ils ont engagé les pays Nord, les pays du Sud et tous les partenaires à donner suite à leur demande de dispositif d'appui renforcé et à le mettre en œuvre sans délai.

55. Le format et la teneur des 23 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire²⁶ menés dans 75 pays couvrant les cinq régions de l'OIT, des activités du

²⁴ Ont notamment été traités les thèmes suivants : l'expérience des pays avant le pic des contaminations à la COVID-19 : l'apprentissage de pays à pays et la coopération Sud-Sud ; couverture sanitaire universelle et crise de la COVID-19 : défis et réponses – maintenir les services de santé essentiels tout en luttant contre la COVID-19.

²⁵ Voir <http://unohrrls.org/custom-content/uploads/2020/05/Statement-of-LDCs-on-COVID-19-Broader-FINAL.pdf>.

²⁶ Les projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire qui ont été adaptés pour faire face à la crise de la COVID-19 concernaient les domaines suivants : renforcement des capacités

Centre international de formation, à Turin, pour l'exercice biennal 2020-2021, ainsi que d'autres activités mondiales, ont été adaptés face à la crise actuelle de COVID-19. Ces projets et activités prévoyaient d'importantes composantes virtuelles²⁷, qui ont été adaptées pour traiter les incidences de la COVID-19 sur les travailleurs, ainsi que les stratégies de relèvement après la crise favorisant une amélioration des conditions normales grâce au travail décent.

56. Le Centre du commerce international a facilité la collaboration Sud-Sud en matière de lutte contre la pandémie de COVID-19 par des mesures concrètes, notamment le don de tests de dépistage rapide ainsi que le don de masques et d'autres équipements de protection individuelle et le transfert de connaissances pour leur production en interne. Le rapport des Alliances pour l'action de l'ITC intitulé « *Unsung heroes : how small farmers cope with COVID-19* », qui porte sur les petits exploitants face à la pandémie, a permis de mettre en relation des coopératives d'agriculteurs et des partenaires de projets de pays du Sud pour cerner leurs problèmes communs et définir un cadre d'action pour la reprise économique après la pandémie.

57. La Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), le Bureau régional de l'UIT pour les États arabes et l'Union des banques arabes se sont associés pour lancer une initiative panarabe commune en matière d'économie, de finance et de commerce numériques pour la région arabe, qui vise à stimuler l'économie numérique, le commerce électronique et les paiements électroniques pendant la pandémie de COVID-19 et après.

58. Le 2 avril, l'Institut international d'éducation en ligne a été lancé en ligne par le Centre international pour l'innovation dans l'enseignement supérieur sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)²⁸. L'Institut a lancé avec succès une série de formations sur la lutte contre la COVID-19 avec deux webinaires, auxquels ont participé activement des enseignants de pays en développement d'Afrique et d'Asie, qui ont fait part de leurs expériences concrètes pour remédier à la perturbation de l'enseignement pendant la pandémie²⁹.

59. À la demande de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, un observatoire de la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes a été créé pour faire face aux incidences économiques et sociales de la pandémie³⁰. Guidé par les principes de la coopération Sud-Sud, il sert de plateforme pour mettre en commun les connaissances et les expériences sous la forme de données analytiques sur les incidences socioéconomiques de la pandémie, notamment l'état des systèmes de santé, la structure du marché du travail, l'emploi, l'éducation, l'industrie, le commerce et la politique macroéconomique, et pour suivre l'évolution de la crise et

pour la création de bases de données statistiques sur la migration de main-d'œuvre ; promotion du tourisme durable et du développement local dans les zones rurales ; promotion du travail décent parmi les réfugiés et les contextes de migration mixte ; organisation d'un forum de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire sur les compétences pour l'avenir du travail dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ; promotion de l'inclusion financière des femmes en Afrique australe ; promotion de l'inclusion des populations vulnérables dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels.

²⁷ Plateformes d'échange en ligne, réunions virtuelles et activités de formation en ligne, notamment.

²⁸ Voir <http://en.ichei.org/2020/04/03/international-institute-of-online-education-co-launched-online-to-support-remote-learning-in-developing-countries/>.

²⁹ L'action de l'Institut international d'éducation en ligne porte sur l'aide aux plateformes d'enseignement en ligne, les outils d'apprentissage, les ressources numériques et d'autres sujets liés à l'enseignement et à l'apprentissage, l'objectif étant de contribuer à atténuer les perturbations dans l'enseignement supérieur en renforçant la capacité des enseignants d'adopter des outils pour assurer l'enseignement en ligne.

³⁰ Voir <https://www.cepal.org/es/temas/covid-19>.

l'application des mesures à court, moyen et long terme prises par les gouvernements des 33 pays de la Communauté. La CEPALC en assure la coordination, avec l'appui des coordonnateurs résidents des Nations Unies dans la région.

60. La pandémie de COVID-19 ayant suscité un besoin de solidarité transfrontières, la CESAP a rapidement élaboré un cadre pour une action socioéconomique face à la COVID-19 en Asie et dans le Pacifique, en tirant parti de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire régionales et sous-régionales, avec la participation d'une multitude d'acteurs. Afin d'assurer une meilleure relève, cette coopération a été intégrée dans trois grands axes de travail, dont la protection sociale et la résilience ; les mesures de relance budgétaires et monétaires ; le numérique et le soutien aux petites et moyennes entreprises³¹. À l'aide du mécanisme d'intervention rapide de la CESAP, le secrétariat de la Commission a fourni un soutien technique et un appui à l'échange de connaissances entre pairs à des pays en développement de l'Asie et du Pacifique, en particulier à des pays parmi les moins avancés, à des pays en développement sans littoral et à des petits États insulaires en développement, pour déterminer les interventions, les analyses et les données socioéconomiques nécessaires pour lutter contre la COVID-19.

61. Les membres de l'Alliance mondiale des partenariats d'entreprises de distribution d'eau, programme d'ONU-Habitat visant à renforcer les services publics d'eau dans le monde entier et à améliorer la collaboration entre eux, en collaboration avec des partenaires thématiques et régionaux, mettent en commun leurs connaissances et leurs meilleures pratiques dans le domaine de l'action menée par les entreprises de distribution d'eau et d'assainissement pour lutter contre la COVID-19. Les webinaires serviront à diffuser les informations recueillies auprès d'entreprises du monde entier se trouvant à des degrés divers de participation à la lutte contre la pandémie et évoluant dans des contextes différents, ce qui leur permettra d'apprendre les uns des autres.

IV. Favoriser la coordination et la cohérence au sein du système des Nations Unies pour le développement et avec les États Membres, à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire

62. Jouant un rôle central en tant qu'entité chargée de promouvoir et de faciliter la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour le développement à l'échelle mondiale et à l'échelle du système des Nations Unies, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a continué de fournir des services de secrétariat et un appui à la définition des orientations générales, y compris des rapports analytiques sur la coopération Sud-Sud, aux organes intergouvernementaux et aux entités des Nations Unies, permettant à ces derniers de prendre des décisions éclairées et cohérentes, et d'inciter la communauté internationale à donner suite aux recommandations formulées dans le Document final de Buenos Aires.

63. Le Bureau a continué d'assurer le secrétariat des négociations sur la résolution concernant la coopération Sud-Sud présentée à la Deuxième Commission et fourni des conseils pratiques et aidé les États Membres à parvenir à un consensus sur la résolution.

64. Le Bureau a assuré la coordination du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et de l'élaboration de la stratégie à l'échelle du système des Nations Unies, avec la participation de plus

³¹ Voir www.unescap.org/resources/impact-and-policy-responses-covid-19-asia-and-pacific.

de 40 entités des Nations Unies aux niveaux mondial et régional. La stratégie sera présentée à la vingtième session du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

65. Le Bureau a également organisé le onzième forum de haut niveau des directrices et directeurs généraux pour la coopération au service du développement, à Istanbul, le 13 décembre 2019, avec la collaboration et le soutien de la Banque islamique de développement (BID) et de l'Agence japonaise de coopération internationale, en concertation avec l'Agence turque de coopération et de coordination. L'objectif général du forum était de dresser un plan d'action de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire après la Conférence, le but étant d'institutionnaliser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement durable³². Plus de 80 directrices et directeurs généraux pour la coopération au service du développement ont participé au forum, qui a permis aux praticiens de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire de mener une réflexion et d'échanger leurs points de vue sur les méthodes et les stratégies à adopter pour donner suite aux recommandations formulées dans le Document final de Buenos Aires.

66. Au cours du forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2019, le Bureau a participé à 10 manifestations parallèles, préconisant des partenariats plus larges entre les différentes parties prenantes, un dialogue politique soutenu et l'échange d'expériences dans le cadre du suivi de la conférence³³.

67. En marge du débat général de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, le Bureau a organisé, en collaboration avec le Gouvernement argentin et d'autres partenaires, un dialogue interactif sur le renforcement du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et la suite donnée aux principaux éléments décidés lors de la Conférence.

68. Comme suite à la proposition du Président de l'Assemblée générale, le Bureau a organisé en janvier 2020 une réunion de haut niveau et un dialogue interactif sur le thème de la coopération Sud-Sud au service des systèmes alimentaires ruraux pour lutter contre la pauvreté et la faim³⁴.

69. Le 12 septembre 2019, la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a été célébrée dans le monde entier, mettant en relief un engagement à agir dans le cadre du suivi du Plan d'action de Buenos Aires. Les membres du système des Nations Unies pour le développement, avec la participation du Secrétaire général et de l'Administrateur du PNUD, ont mis l'accent sur l'application des recommandations formulées dans le Document final³⁵.

70. Le Bureau a dirigé et coordonné l'exécution du plan d'action pour la coopération Sud-Sud figurant dans la stratégie d'engagement du Secrétaire général contre les changements climatiques (2017-2021). C'est dans ce contexte qu'il a organisé le Forum de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en matière de changements climatiques, à l'occasion de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tenue à Madrid le 11 décembre 2019. Dans le cadre de son programme sur le climat et la durabilité, il a continué d'appuyer les États Membres et de renforcer la dynamique mondiale en matière de coopération Sud-Sud pour le climat³⁶. En 2019,

³² Voir www.unsouthsouth.org/2019/12/20/development-cooperation-agencies-chart-post-bapa40-roadmap/.

³³ Des informations sur les manifestations parallèles sont disponibles sur le site www.unsouthsouth.org/2019/07/08/south-south-at-the-hlpf/.

³⁴ Voir www.unsouthsouth.org/2020/01/20/targeting-hunger-south-south-and-triangular-cooperation-for-transforming-agriculture/.

³⁵ Voir www.unsouthsouth.org/south-south-cooperation-day-2019/.

³⁶ Voir www.unsouthsouth.org/template-item/south-south-cooperation-action-plan-for-climate-change-engagement-strategy-2017-2021/.

il a mis sur pied une série d'initiatives mettant en lumière l'importance du partage des connaissances, des pratiques optimales et des expériences en matière de lutte contre les changements climatiques dans le contexte de l'application de l'Accord de Paris conclu au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la réalisation des objectifs de développement durable.

71. Le Bureau a également organisé plusieurs concertations et consultations Sud-Sud qui ont inspiré des idées de solutions pour parvenir à éliminer la pauvreté et à régler d'autres problèmes transnationaux auxquels de nombreux pays du Sud font face. Par exemple, dans le cadre de l'initiative South-South Global Thinkers, elle a organisé quatre concertations³⁷ avec des membres de cette coalition mondiale de groupes de réflexion. En outre, le Bureau a poursuivi son partenariat avec Research and Information System for Developing Countries, en Inde, afin d'appuyer les débats de Delhi en facilitant les échanges entre les groupes de réflexion sur la coopération Sud-Sud.

72. Soulignant l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour la réalisation des objectifs, les entités des Nations Unies et les entités régionales ont renforcé leur appui au moyen d'accords officiels. En janvier 2019, le programme des Volontaires des Nations Unies et le Bureau ont signé un mémorandum d'accord pour promouvoir le volontariat et engager des volontaires. En septembre 2019, l'OIM et le Bureau ont signé un mémorandum d'accord à l'appui de migrations dignes et ordonnées. En novembre 2019, le Bureau régional de l'Accord régional de coopération pour l'Asie et le Pacifique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, un mémorandum d'accord a été signé pour mettre la technologie au service d'un développement durable et pacifique. En outre, le Bureau et l'Agence tunisienne de coopération technique ont signé un accord de partenariat lors du forum de haut niveau des directrices et directeurs généraux pour la coopération au service du développement de 2019 ; une déclaration d'intention a été conclue entre le Bureau, la BID et le Centre Sud pour travailler sur plusieurs questions présentées dans le document final de Buenos Aires ; le Bureau et Partenaires dans le domaine de la population et du développement ont signé un accord de partenariat visant à étendre la coopération Sud-Sud aux domaines de la santé procréative et de la planification familiale, de la population et du développement.

73. Le Bureau pour la coopération Sud-Sud a également largement bénéficié des activités de cohésion et de collaboration menées par des organismes régionaux et interrégionaux. Par exemple, il a collaboré avec le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et d'autres partenaires à l'organisation d'une réunion d'experts au sujet d'un plan d'action à exécuter après la Conférence, relatif à la coopération Sud-Sud aux fins de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les participants à la réunion ont souligné l'utilité des partenariats stratégiques avec les partenaires du Sud à l'appui du processus de développement de l'Agenda 2063. En conséquence, le Bureau et le Mécanisme ont commencé à travailler à l'établissement d'un partenariat plus formel à l'appui du développement de l'Afrique dans le cadre du mandat du Mécanisme.

³⁷ South-South Global Thinkers : réflexions sur le Document final de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud ; renforcer l'objectif 17 par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire : la pluralité et la voie à suivre à partir de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud ; le financement des objectifs de développement durable : le problème de la fuite des capitaux pour les pays en développement ; coup de projecteur sur la coopération Sud-Sud en matière de promotion et de renforcement du commerce et de l'investissement en Afrique.

74. En 2019, le Bureau a produit le premier rapport indépendant sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, intitulé *Cooperation beyond Convention: South-South and Triangular Cooperation in a Changing Global Context* (la coopération au-delà des conventions : la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans un contexte mondial en mutation). Dans ce rapport, présenté officiellement à l'occasion d'une manifestation organisée pour commémorer la Journée des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le Bureau fait le point sur l'histoire et la transformation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et présente une analyse originale des coopérations entreprises aux niveaux local, régional et mondial dans les pays du Sud pour que les modèles de coopération soient mieux compris et bénéficient d'un soutien accru. En outre, le Bureau, conjointement avec le Finance Centre for South-South Cooperation, a publié un rapport intitulé *South-South Cooperation in a Digital World: 2018 Annual Report in South-South Cooperation* (la coopération Sud-Sud dans un monde numérique : rapport annuel de 2018 sur la coopération Sud-Sud), qui présente une analyse des possibilités et des défis propres au numérique dans le contexte de la coopération Sud-Sud.

75. En reliant entre elles les plateformes de coopération Sud-Sud existantes, South-South Galaxy³⁸ a renforcé la collaboration interinstitutions en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire en cherchant à remédier à la prolifération croissante des plateformes numériques mises au point par des entités des Nations Unies et d'autres acteurs du développement. Moins de trois mois après son lancement mondial, lors de la Conférence, South-South Galaxy connaît une croissance rapide et s'est imposé comme un référentiel mondial de solutions et de ressources en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, auquel plus de 180 institutions enregistrées ont contribué³⁹.

76. Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux, le Bureau a aidé les pays et les institutions sous-régionales et régionales à consigner, partager et adapter les politiques et pratiques adoptées entre pays du Sud pour renforcer les efforts d'intégration régionale, en traitant les sujets prioritaires désignés par chaque région. Dans la région Asie-Pacifique, il s'est associé au Forum pour le développement des îles du Pacifique et publié un volume de la série « Sud-Sud en action », dans lequel sont présentés les motifs et les fondements de la création du Forum en tant qu'institution Sud-Sud, ses valeurs et ses projets. En Afrique, il a publié un document sur les flux financiers illicites sur le continent, en collaboration avec le Département des affaires économiques de la Commission de l'Union africaine, et organisé avec la CNUCED un séminaire et une manifestation parallèle sur les flux financiers illicites. Dans la région des États arabes, de l'Europe et de la Communauté d'États indépendants (CEI), 91 solutions de développement ont été recensées, consignées et rendues disponibles par l'intermédiaire de South-South Galaxy, y compris une collection consacrée au domaine de l'agriculture verte. Le Bureau a également diffusé ces connaissances en organisant une session extraordinaire de la conférence ministérielle régionale de l'Europe et de la CEI sur l'économie verte, qui s'est tenue à Tachkent en 2019. Cette session s'est tenue sous les auspices du projet du Bureau relatif à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire entre villes maritimes

³⁸ Voir www.southsouth-galaxy.org/.

³⁹ La plateforme a été introduite dans la région Asie-Pacifique lors du Forum de développement de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, avec l'appui du Gouvernement thaïlandais et de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et a été lancée en Afrique en partenariat avec la Commission de l'Union africaine et le Forum africain du secteur privé.

et continentales des routes de la soie en faveur du développement durable, en partenariat avec l'Université agricole de Chine et le FIDA.

77. En fonction de la demande, le Bureau aide les pays à mettre en commun leurs connaissances et leurs solutions de développement dans les domaines prioritaires liés à la réalisation des objectifs de développement durable. À cet égard, il appuie des programmes d'envergure mondiale ou régionale, avec l'assistance coordonnée du système des Nations Unies, afin de mobiliser les organismes publics, les organisations intergouvernementales, les acteurs non étatiques, les institutions techniques et les particuliers dans des domaines thématiques transversaux pour promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement durable, notamment dans le cadre du Centre mondial de développement Sud-Sud ; du projet relatif à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire entre les villes maritimes et continentales des routes de la soie en faveur du développement durable ; du programme mis en place par la municipalité rurale de Khajura (Népal), qui privilégie les échanges Sud-Sud avec la ville de Yuxi (Chine) pour le développement de l'agriculture et de la chaîne d'approvisionnement, avec l'appui du Centre d'excellence du PAM en Chine ; du programme de développement local du numérique mené à New-Koidu-New Sembehun (Sierra Leone) ; du programme de développement des villes vertes mené à Tchoust (Ouzbékistan). Parmi les autres programmes, citons le programme avancé de formation de jeunes responsables Youth4South ; la formation au développement des capacités des jeunes fonctionnaires ; les bourses d'études et de recherche ; la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les pays du Sud ; l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud. En outre, le Bureau a facilité et exécuté des programmes thématiques déterminés par la demande, notamment la Pépinière de partenariats climatiques pour les pays du Sud ; la coopération Sud-Sud en matière de paix et de développement ; la World Green Economy Organization.

78. En 2019, le Bureau a fait état d'un renforcement de l'assistance fournie par les États Membres en matière de mobilisation des ressources et de ressources humaines au titre de la coopération Sud-Sud. Grâce à des fonds d'affectation spéciale et des programmes novateurs, il a mobilisé 14,1 millions de dollars et fourni 12,3 millions de dollars de ressources autres que les ressources de base. En 2019 également, le Gouvernement chinois a fourni 300 000 dollars en plus de sa contribution régulière à l'appui du mécanisme de coopération Sud-Sud pour l'élimination de la pauvreté proposé par le Bureau dans le cadre général du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. Le Bureau a également mobilisé 459 000 dollars auprès du FIDA, par l'intermédiaire du Mécanisme Chine-FIDA de coopération Sud-Sud et triangulaire, au titre de l'initiative de coopération Sud-Sud en matière d'économie verte aux fins du développement agricole, mise en place dans le cadre d'un partenariat entre la World Green Economy Organization, le Bureau et le FIDA.

79. Fin 2019, l'action du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement portait sur 46 projets menés à l'appui des objectifs nationaux de développement des pays partenaires et des engagements pris au titre du Programme 2030 dans des domaines aussi divers que la résilience aux changements climatiques, l'énergie, l'emploi et les moyens de subsistance, la santé, l'égalité des genres et l'économie numérique. Le montant total engagé par le Gouvernement indien en 2019 s'est établi à 25 millions de dollars, dont 14 millions pour des projets approuvés et 11 millions pour des propositions. En 2019, l'Inde a alloué 14 millions de dollars supplémentaires aux pays de la CARICOM et 12 millions de dollars aux pays insulaires du Pacifique, dans le cadre du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement. Le Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud a soutenu 18 projets supplémentaires nécessitant de petites subventions en 2019, privilégiant des projets moteurs de petite taille mais à fort impact, notamment dans le domaine de la production et de la mise en commun de

connaissances et de l'appui au renforcement des capacités dans 143 pays. Un autre projet, qui vise à renforcer l'architecture régionale dans la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, aide 26 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes par l'intermédiaire d'agences de coopération sous-régionales.

80. À la cinquième Réunion internationale sur la coopération triangulaire organisée par l'OCDE à Lisbonne, il a été souligné qu'il fallait faire évoluer les mentalités pour passer d'une stratégie de projets ponctuels à celle des partenariats inclusifs. Dans le sillage de la réunion, le Bureau a continué de donner suite aux recommandations formulées dans le Document final sur la coopération triangulaire, en travaillant étroitement avec toutes les parties prenantes et en créant des partenariats avec plus de 15 entités⁴⁰, notamment l'Agence tunisienne de coopération technique, l'Agence présidentielle de coopération de la Colombie, la BID et l'Agence japonaise de coopération internationale.

81. Le Bureau a déployé une stratégie de communication améliorée pour la période 2019-2021, qui tire autant parti des outils électroniques interactifs traditionnels que des nouveaux, tels que les médias sociaux, pour communiquer des histoires convaincantes et favoriser les interactions entre les parties prenantes. En particulier, la stratégie vise à promouvoir le rôle de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la réalisation du Programme 2030 ; à définir la politique, le mandat et les principaux domaines de travail du Bureau ; à mettre le Bureau en mesure de faciliter les partenariats pour mieux faire comprendre et accroître la visibilité des expressions pratiques de la solidarité dans les pays du Sud ; à donner des consignes générales relatives à la diffusion d'informations sur les initiatives et les projets déterminés par la demande en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au sein du système des Nations Unies et parmi les partenaires, dans toutes les régions.

82. Le besoin de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire n'a jamais été aussi grand qu'aujourd'hui, alors que l'ensemble des pays du monde mènent une lutte collective acharnée contre la COVID-19. Le Bureau a continué d'appuyer les États Membres et les organismes de réalisation des Nations Unies qui agissent pour le compte du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement et du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, en accord avec les directives de chacun de ces mécanismes. Le Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement, qui est géré par le Bureau⁴¹, travaille promptement pour appuyer des projets de lutte contre la pandémie de COVID-19 dans cinq pays et exploite les atouts du système des Nations Unies pour accélérer l'exécution de projets de transformation à la demande des gouvernements nationaux.

83. Le Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie et le Bureau travaillent de concert, en particulier pour faire l'inventaire des méthodes employées par les pays en développement pour lutter contre la pandémie de COVID-19 dans les domaines des sciences et des technologies et les faire connaître. Le Centre et le

⁴⁰ Par exemple, le mécanisme de développement des capacités par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans les domaines des sciences et des technologies est entré dans sa deuxième phase, avec l'appui de la République de Corée ; la cause mondiale de l'économie verte est soutenue par un projet mené avec la World Green Economy Organization, basée aux Émirats arabes unis ; grâce à un détachement du Forum pour le développement des îles du Pacifique, un bureau sous-régional du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a été créé à Suva ; le Gouvernement thaïlandais a détaché trois fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères au bureau régional pour l'Asie et le Pacifique du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

⁴¹ Voir www.unsouthsouth.org/2020/04/29/india-un-development-partnership-fund-building-pandemic-responses-through-south-south-collaboration/.

Bureau établissent des publications communes qui aideront les États Membres, les entités des Nations Unies et d'autres partenaires à présenter et à faire connaître leurs politiques, programmes et initiatives. L'accent est mis en priorité sur la relance stratégique, en donnant aux États Membres les moyens de relever les défis liés à la COVID-19 tout en les aidant à atteindre les objectifs de développement. Le Bureau a également coopéré avec des partenaires tels que la BIS pour aider les pays africains et arabes à faire face aux effets néfastes de la pandémie.

84. South-South Galaxy a dressé un inventaire des mesures prises par les autorités sanitaires des pays du Sud, principalement les ministères de la santé, pour lutter contre la pandémie COVID-19 et pour en atténuer les conséquences. Cet inventaire a pour objectif de mettre à la disposition des pays un registre dynamique des efforts déployés pour faire face à l'épidémie et de leur permettre d'accéder rapidement aux informations, de comparer les pratiques et d'apprendre les uns des autres grâce à des échanges de connaissances Sud-Sud. Il permet également d'accéder aux plateformes de dons officielles établies par les gouvernements, lorsqu'elles existent. Il s'agira de donner des moyens pour intensifier les efforts et de permettre aux pays du Sud d'anticiper les risques posés par la pandémie pour pouvoir les atténuer suffisamment.

V. Conclusions et recommandations

85. Le présent rapport montre que le nombre de concertations et de partenariats en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire est en nette augmentation. Il est encourageant de constater que les États Membres et les autres parties prenantes s'intéressent de plus en plus à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et sont disposés à coordonner leurs actions collectives afin de donner suite aux recommandations formulées dans le Document final de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. J'encourage tous les acteurs de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire à poursuivre leur engagement à cet égard, en s'appuyant sur les connaissances factuelles produites en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour éclairer leurs concertations.

86. J'encourage les États Membres à apporter un appui sans réserve aux entités des Nations Unies, en particulier pour créer des centres d'excellence dans les pays du Sud et de groupes de réflexion ou donner plus de moyens à ces organisations, et j'engage celles-ci à favoriser une collaboration toujours plus étroite pour qu'elles développent ou renforcent leurs réseaux de collaboration, leurs programmes de travail conjoints et leurs mécanismes de financement.

87. Pour atteindre les objectifs de développement durable et les autres objectifs de développement arrêtés au niveau international, il est essentiel de mobiliser suffisamment de ressources, en particulier en 2020, avec le début de la décennie d'action. J'invite les entités des Nations Unies, les organismes régionaux et les multiples parties prenantes à renforcer leurs efforts de mobilisation des ressources pour accélérer la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 dans les pays du Sud.

88. Les institutions nationales de promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire sont des instruments essentiels qui permettront d'exploiter l'énorme potentiel que représentent ces modalités de coopération pour le développement durable. À cet égard, j'invite les entités des Nations Unies et les autres parties prenantes à appuyer les mesures prises par les pays en développement pour renforcer les capacités humaines et institutionnelles requises pour formuler et appliquer des politiques, stratégies et programmes nationaux de développement allant dans le sens de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. En outre, le

renforcement des capacités est essentiel si l'on veut atteindre l'objectif commun d'optimiser les effets pour les pays et leurs populations, au moyen d'investissements inclusifs et durables qui ne laissent personne de côté.

89. Si la pandémie de COVID-19 a été source d'une multitude de problèmes sanitaires, économiques et sociaux pour les pays en développement, nombre de ces pays ont élaboré et appliqué des politiques qui se sont révélées efficaces pour limiter la propagation de la pandémie et faire face à ses conséquences économiques et sociales. J'encourage les pays du Sud à faire part de leurs expériences et de leurs compétences à cet égard dans le cadre des instances des Nations Unies, notamment du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud.

90. Les pays du Sud ont fait preuve de solidarité par l'intermédiaire de la coopération Sud-Sud afin de limiter les effets néfastes de la pandémie de COVID-19. J'engage ces pays et leurs partenaires du Nord ainsi que d'autres parties prenantes à harmoniser leur action à l'aide des mécanismes des Nations Unies, notamment le Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

91. Je trouve encourageant que les entités des Nations Unies aient apporté un appui essentiel aux pays du Sud dans leur lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses conséquences économiques et sociales. Les entités des Nations Unies restent déterminées à continuer d'agir de façon coordonnée et transparente pour aider ces pays à mieux se relever en privilégiant une reprise économique et une protection des moyens de subsistance qui ne perdent pas de vue les objectifs à long terme de réduction de la probabilité des chocs et de renforcement de la résilience des sociétés.
